

**Assemblée générale**

Distr. générale  
14 décembre 2012  
Français  
Original : anglais

**Soixante-septième session**

Points 94 b) et 130 de l'ordre du jour

**Désarmement général et complet :  
vers un traité sur le commerce des armes :  
établissement de normes internationales communes  
pour l'importation, l'exportation et le transfert  
d'armes classiques**

**Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013**

**Traité sur le commerce des armes****Incidences sur le budget-programme du projet  
de résolution A/C.1/67/L.11****Rapport du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné une version préliminaire de l'état (A/C.5/67/13) présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale sur les incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.1/67/L.11 relatif au Traité sur le commerce des armes. À l'occasion de l'examen de ce rapport, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.

2. Aux termes des paragraphes 2, 5 et 6 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale :

a) Déciderait de convoquer à New York, du 18 au 28 mars 2013, la Conférence finale des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, qui serait régie par le règlement intérieur adopté le 3 juillet 2012 et publié sous la cote A/CONF.217/L.1, afin d'élaborer, dans l'ouverture et la transparence, le texte définitif du Traité sur le commerce des armes, en appliquant *mutatis mutandis* les modalités retenues pour la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, qui s'est tenue du 2 au 27 juillet 2012;



b) Prierait le Président désigné d'engager des consultations sur la base du projet de traité sur le commerce des armes déposé par le Président de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes le 26 juillet 2012 et publié sous la cote A/CONF.217/CRP.1, préalablement à la tenue de la Conférence en 2013;

c) Prierait le Secrétaire général de prêter à la Conférence finale des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes toute l'assistance nécessaire, notamment d'assurer la diffusion des informations générales essentielles et des documents pertinents, compte tenu de ceux qui avaient été mis à la disposition de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes qui s'est tenue du 2 au 27 juillet 2012.

3. L'état présenté par le Secrétaire général contient des informations concernant : a) le rapport entre le projet de résolution, le cadre stratégique pour la période 2012-2013 et le budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 [voir A/C.5/67/13, par 3)]; b) les activités prévues pour la mise en œuvre du projet de résolution (par. 4 et 5); et c) les modifications à apporter au programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013 et au plan-programme biennal pour 2012-2013 (par. 6).

4. Le tableau figurant au paragraphe 9 de l'état présenté par le Secrétaire général récapitule le montant total des dépenses additionnelles à prévoir, soit 563 800 dollars pour l'exercice biennal 2012-2013 comme suit :

a) Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (380 600 dollars);

b) Chapitre 4 (Désarmement) (134 200 dollars);

c) Chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) (49 000 dollars).

#### **Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées dans le projet de résolution**

5. Le Comité consultatif note, d'après l'état présenté par le Secrétaire général, que la Conférence finale tiendrait 18 réunions au cours de la période allant du 18 au 28 mars 2013, avec des services d'interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et toute la documentation nécessaire (voir A/C.5/67/13, par. 5). Le Comité a demandé une ventilation du montant des dépenses à prévoir, soit 380 600 dollars, au titre du chapitre 2 et a reçu le tableau 1 ci-après. Les observations et recommandations du Comité sont reproduites aux paragraphes 10, 12 et 14 ci-après.

Tableau 1  
Répartition des dépenses prévues au titre du chapitre 2

	<i>Nombre</i>	<i>Nombre de mots</i>	<i>Langues</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>
Réunions avec services d'interprétation	18	—	A, A, C, E, F, R	201 000
Documents de présession	3	9 900	A, A, C, E, F, R	59 900
Documents de session	10	13 200	A, A, C, E, F, R	80 200
Documents d'après session	1	6 600	A, A, C, E, F, R	39 500
<b>Total</b>				<b>380 600</b>

6. S'étant enquis de la répartition des dépenses à prévoir au titre du chapitre 29D, soit un montant de 49 000 dollars, le Comité consultatif a été informé que les crédits demandés serviraient à couvrir le coût des techniciens du son pour les services d'interprétation devant être fournis lors des 18 réunions à un taux de 2 723 dollars par réunion. **Le Comité consultatif prend note du montant inscrit au budget, soit 2 723 dollars par réunion pour un technicien du son et reprendra l'examen de cette question lorsqu'il se penchera sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 (voir également les paragraphes 10, 12 et 14 ci-après).**

7. S'agissant des activités prévues pour donner suite aux demandes formulées dans le projet de résolution au titre du chapitre 4, le Secrétaire général fait savoir que le Bureau des affaires de désarmement fournirait les services fonctionnels nécessaires à la convocation de la Conférence ainsi qu'un appui fonctionnel et technique pour les consultations que mènerait le Président désigné de la Conférence (voir A/C.5/67/13, par. 4). Le Comité consultatif note que le montant total de 134 200 dollars demandé au titre du chapitre 4 couvrirait les coûts associés au service d'un consultant (45 200 dollars) et au voyage du Président désigné de la Conférence (89 000 dollars) (voir A/C.5/67/13, par. 9). **Le Comité consultatif ne formule aucune objection au sujet des prévisions de dépenses afférentes aux voyages du Président désigné, soit 89 000 dollars, afin de lui permettre de mener les consultations demandées dans le projet de résolution (voir par. 2 b) ci-dessus).**

8. Le Comité consultatif a demandé une ventilation du montant de 45 200 dollars sollicité pour couvrir le coût des services d'un consultant (voir tableau 2) ainsi que les motifs justifiant ce recrutement. Le Comité a été informé, à sa demande, que le Bureau des affaires de désarmement possédait les compétences nécessaires pour fournir des conseils et un appui fonctionnels s'agissant des aspects politiques des négociations relatives au traité sur le commerce des armes et des questions plus vastes de désarmement multilatéral. Cependant, selon le Secrétariat, le Bureau ne dispose pas de certaines compétences techniques, notamment d'une connaissance approfondie du commerce mondial des armes classiques et des réglementations et accords nationaux sur le transfert d'armes, indispensable pour fournir les conseils et l'appui techniques utiles au Président désigné et aux États Membres pendant les préparatifs et la tenue de la Conférence finale. **Le Comité consultatif estime que le Bureau des affaires de désarmement n'est pas le seul à posséder les connaissances et les compétences exigées à cet égard et qu'elles devraient être**

disponibles non seulement lors de la Conférence finale mais également dans le cadre de son programme de travail habituel. Par conséquent, le Comité décide de ne pas recommander d'approuver le montant de 45 200 dollars demandé au titre du chapitre 4 pour couvrir le coût des services d'un consultant.

Tableau 2

**Répartition des dépenses prévues pour couvrir le coût des services d'un consultant**

(En dollars des États-Unis)

<i>Dépenses prévues</i>	<i>Coût unitaire</i>	<b>Total</b>
15 semaines de travail	2 250/semaine	<b>33 750</b>
Voyage (1 aller retour)		
• Billet d'avion	3 650	<b>3 650</b>
• Indemnités journalières de subsistance (pour un total de 20 jours)	378/jour	<b>7 560</b>
• Faux frais au départ et à l'arrivée	202/voyage	<b>202</b>
<b>Total partiel (voyage)</b>		<b>11 412</b>
<b>Total</b>		<b>45 162</b>

**Hiérarchisation des priorités au titre des chapitres 2, 4 et 29D**

9. Le Secrétaire général indique qu'à ce stade il est impossible de recenser les activités inscrites aux chapitres correspondants du budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées au cours dudit exercice. Les dépenses additionnelles demandées dans le projet de résolution seraient par conséquent imputées sur le fonds de réserve, ce qui nécessiterait que l'Assemblée générale approuve des crédits additionnels pour l'exercice biennal 2012-2013 (voir A/C.5/67/13, par. 10 à 12).

10. Le Comité consultatif s'est enquis des mesures prises pour déterminer les activités entreprises au titre des chapitres 2, 4 et 29D et qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées au cours de l'exercice. Le Comité a été informé que le Bureau des affaires de désarmement avait passé en revue toutes les activités qui devaient encore être menées à bien avant la fin de l'exercice, lesquelles étaient toutes des activités prescrites par les organes délibérants et qui ne pouvaient pas être supprimées, reportées, réduites ou modifiées au cours de l'exercice. **Le Comité consultatif n'a pas reçu d'éléments justificatifs quant à la méthode utilisée pour revoir les dépenses prévues aux chapitres 2 et 29D ni quant à la possibilité de les couvrir au moyen des crédits inscrits au budget de l'exercice biennal 2012-2013 (voir par. 12 et 14 ci-après).**

**Exécution du budget pour 2012**

11. Le Comité consultatif a demandé des précisions sur l'exécution du budget au titre des chapitres correspondants du budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 et a reçu les informations présentées dans les tableaux 3, 4 et 5.

Tableau 3  
**Chapitre 2 : Département des affaires de l'Assemblée générale  
et de la gestion des conférences**  
**Rapport sur l'exécution du budget ordinaire pour l'exercice 2012-2013  
au 30 novembre 2012**  
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 2012-2013 (a)</i>	<i>Crédits alloués (b)</i>	<i>Dépenses (c)</i>	<i>Solde (d) = (b) - (c)</i>
Postes	478 152,8	238 481,8	229 713,0	8 768,8
Autres dépenses de personnel	54 574,5	29 992,0	22 495,3	7 496,7
Consultants	—	32,8	40,7	(7,9)
Voyages de représentants	296,8	206,5	128,9	77,6
Voyages du personnel	290,2	157,7	108,7	49,0
Services contractuels	26 010,4	12 861,6	9 638,9	3 222,7
Frais généraux de fonctionnement	3 776,7	1 841,4	1 894,4	(53,0)
Dépenses de représentation	8,4	13,9	11,6	2,3
Fournitures et accessoires	2 333,7	1 155,6	814,1	341,5
Mobilier et matériel	3 645,7	1 816,5	618,4	1 198,1
Aménagement des locaux	—	5 000,0	3 568,9	1 431,1
Subventions et contributions	47 565,3	23 788,7	11 208,6	12 580,1
<b>Total</b>	<b>616 654,5</b>	<b>315 348,5</b>	<b>280 241,5</b>	<b>35 107,0</b>

Tableau 4  
**Chapitre 4 : Bureau des affaires de désarmement**  
**Rapport sur l'exécution du budget ordinaire pour l'exercice 2012-2013  
au 30 novembre 2012**  
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 2012-2013 (a)</i>	<i>Crédits alloués (b)</i>	<i>Dépenses (c)</i>	<i>Solde (d) = (b) - (c)</i>
Postes	17 081,6	8 524,1	8 852,0	(327,9)
Autres dépenses de personnel	497,9	306,0	178,8	127,2
Consultants	83,0	63,7	74,6	(10,9)
Experts	1 835,3	847,7	437,3	410,4
Voyages du personnel	285,6	150,8	113,4	37,5
Services contractuels	270,1	133,0	73,3	59,7

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 2012-2013 (a)</i>	<i>Crédits alloués (b)</i>	<i>Dépenses (c)</i>	<i>Solde (d) = (b) - (c)</i>
Frais généraux de fonctionnement	344,3	171,5	87,4	84,1
Dépenses de représentation	5,6	2,7	1,0	1,7
Fournitures et accessoires	26,9	13,1	15,8	(2,7)
Mobilier et matériel	24,0	11,3	9,3	2,0
Subventions et contributions	1 967,7	914,7	535,9	378,8
<b>Total</b>	<b>22 422,0</b>	<b>11 138,6</b>	<b>10 378,9</b>	<b>759,7</b>

Tableau 5

**Chapitre 29D : Bureau des services centraux d'appui****Rapport sur l'exécution du budget ordinaire pour l'exercice 2012-2013  
au 30 novembre 2012**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 2012-2013 (a)</i>	<i>Crédits alloués (b)</i>	<i>Dépenses (c)</i>	<i>Solde (d) = (b) - (c)</i>
Postes	59 157,0	29 468,5	28,764,5	704,0
Autres dépenses de personnel	2 752,5	1 625,9	1 735,6	(109,7)
Consultants	372,3	181,5	19,1	162,4
Voyages du personnel	131,5	67,1	104,9	(37,8)
Services contractuels	10 806,7	5 355,8	4 838,6	517,2
Frais généraux de fonctionnement	102,464,6	49 241,5	44 262,0	4 979,5
Dépenses de représentation	5,1	2,5	—	2,5
Fournitures et accessoires	2 360,5	1 173,0	763,4	409,6
Mobilier et matériel	2 128,1	1 120,0	801,6	318,4
<b>Total</b>	<b>180 178,3</b>	<b>88 235,8</b>	<b>81 289,7</b>	<b>6 946,1</b>

12. Le Comité consultatif note que, d'après les tableaux 3 et 5, au 30 novembre 2012, les soldes au titre des chapitres 2 et 29D s'établissaient à 35 millions de dollars et 6,9 millions de dollars respectivement, mais que des dépenses doivent encore être engagées en décembre 2012. **Compte tenu de l'évolution actuelle des dépenses et du fait que 2012 est la première année de l'exercice biennal 2012-2013, le Comité consultatif est d'avis qu'en ce qui concerne les chapitres 2 et 29D, il est toujours envisageable de financer les dépenses au moyen des crédits ouverts au titre des chapitres respectifs (voir également les paragraphes 10 et 14 ci-après).**

---

### **Recommandations**

13. Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées dans les paragraphes 7, 8 et 12 ci-dessus, le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale que l'adoption du projet de résolution A/C.1/67/L.11 entraînerait des dépenses additionnelles d'un montant de 89 000 dollars au titre du chapitre 4 du budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013. Ce montant serait à imputer sur le fonds de réserve et nécessiterait à ce titre une augmentation correspondante des crédits ouverts pour l'exercice biennal.

14. Pour ce qui est des crédits demandés au chapitre 2, (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (380 600 dollars), et au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) (49 000 dollars), le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à tout mettre en œuvre pour absorber les dépenses additionnelles, faute de quoi celles afférentes à la mise en œuvre des activités seraient demandées dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2012-2013.

---